PORTRAIT

Elle a été de celles qui ont fait entrer les combats féministes dans la loi, du remboursement de l'IVG à l'égalité professionnelle, au début des années 80. Cette figure historique du féminisme est décédée le 18 août à Cabestany dans les Pyrénées-Orientales, à l'âge de 97 ans.

Catherine Unac
cunac@midilibre.com



Yvette Roudy a imposé la question de l'égalité des sexes non sans affronter des forces hostiles. MAXPPP

Yvette Roudy parlait d'une voix forte et déterminée. Toujours sans aigus, ni bémol. Une voix qui donnait à entendre la trempe de son caractère. « *Je pense que le tempérament se forge dans la petite enfance, ensuite, il se confirme ou il s'adoucit. Le caractère, je pense qu'on le doit quand même à quelque chose de naturel. Je n'aime pas beaucoup cette expression parce que je suis convaincue que nous devons beaucoup à la culture, plus qu'à la nature* », confiait-elle en 2008 au micro de France Culture. Elle, née en 1929 près de Bordeaux dans une famille ouvrière – son père est garde champêtre, sa mère, femme de ménage – et au cœur d'un début de siècle patriarcal et misogyne. Dès cette enfance, elle se heurte donc à une double injustice, de classe et de genre. C'est dans ce contexte que germe son militantisme.

À 12 ans, elle perd sa mère. Quatre ans plus tard, elle apprend la sténodactylographie puis travaille en tant que tel dans une conserverie de poissons. Son père a refusé qu'elle poursuive des études. Yvette vit une jeunesse sans libre arbitre. Presque sans espoirs. « *Un tunnel pas très bien éclairé* », résumait-elle ainsi sa jeunesse. En 1951, elle épouse Pierre Roudy. Il est étudiant professeur. Ils partent en Écosse pour son apprentissage. Un voyage qui ressemble à une fuite. Elle ne connaît pas un mot d'anglais. Elle l'apprend si vite qu'en trois mois, elle le parle couramment. À leur retour, trois ans plus tard, ils s'installent à Bordeaux – elle y a trouvé un emploi dans une entreprise américaine. Mais Yvette aspire à une vie en majuscule. En capitale. Paris lui offre l'espace de sa liberté et devient le théâtre de ses premiers combats, politiques et féministes. Grâce à une figure maîtresse : Colette Audry, ancienne résistante, socialiste, proche de Mendès-France et militante, à cette époque, au Mouvement démocratique féminin (MDF) dont Yvette va vite en devenir une fervente animatrice. Elle traduit pour elle des livres dont celui de Leonor Roosevelt, la femme de l'ancien président américain. Puis elle crée en 1965, le magazine *Les femmes du XX^e siècle* dont elle est la rédactrice en chef. Mais la plume se révèle trop légère pour mener ses combats. La politique lui apparaît alors comme le seul véritable terrain d'action et de conquête.

Le titre de "Madame la Ministre" lui est refusé

Dès lors, la même année, elle apporte son soutien à François Mitterrand, candidat à la présidentielle, qui reprend à son compte les idées du MDF dont le droit des femmes à bénéficier d'une contraception. Deux ans plus tard, elle se présente aux élections législatives à Meaux, en Seine-Maritime. Sans succès. « *Je n'avais rien, je ne savais rien, je ne connaissais rien. Il fallait être fou pour se lancer dans une aventure pareille ! J'avais 37 ans et je ne doutais de rien !* » Elle poursuit son engagement en adhérant au PS. Et signe le manifeste des 343, en 1971, qui appelle à la libre disposition du corps et à la légalisation de l'avortement en France. En 1978, nouvelle défaite aux législatives de Lyon. Un an plus tard, elle est élue député européenne. Yvette Roudy revenait sur ses engagements, en 2008 : « *Le monde politique est un monde d'hommes, socialement, sociologiquement, c'est un monde où il n'y a pas de règles, pas de lois, donc c'est la loi de la jungle, un monde de violence et de brutalité qui exclut les femmes naturellement. Le féminisme est un combat, c'est une lutte contre les inégalités dont souffrent les femmes en particulier, et le socialisme, c'est un combat plus global contre toutes les inégalités sociales. Donc, le féminisme est dans le socialisme. Seulement, il a été conçu, théorisé, élaboré par des hommes qui sont naturellement imprégnés de toute une idéologie patriarcale.* »

C'est François Mitterrand, un homme, qui après son élection à la présidence en 1981, la nomme ministre des Droits de la femme. « *Il n'y avait rien* », raconte-elle. Tout était à inventer, jusqu'à l'intitulé même de sa fonction : l'appellation "Madame la ministre" avait alors été retoquée.

Elle s'attelle d'abord au remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, légalisée sept ans plus tôt par la loi Veil, et porte ce projet de « *justice sociale* » jusqu'à son adoption, le 31 décembre 1982, non sans lutter contre « *des forces hostiles* » comme l'Église catholique mais aussi « *une certaine gauche en vison, une gauche dorée* ».

Les femmes « dérangent »

Elle s'empare ensuite d'un autre chantier, celui de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde du travail. Si le principe des quotas lui-même lui déplaît, elle y voit néanmoins un mal nécessaire, pour quelque chose qui entrave encore l'accès des femmes aux responsabilités. Le texte est adopté le 23 juillet 1983, mais il ne prévoit pas de sanctions et les syndicats ne s'emparent pas du sujet. Plus de quarante ans après son adoption, la loi sur l'égalité professionnelle peine toujours à être appliquée. Un constat qui nourrissait son amertume : les femmes, disait-elle, « *dérangent* ».

Yvette Roudy n'aura pas réussi non plus à faire passer sa loi antisexiste, la même année. Le projet luttait contre les violences faites aux femmes et permettait à des associations d'ester en justice. Elle expliquait l'échec de sa loi par les résistances d'une partie de la gauche libertaire qui, au nom de la liberté sexuelle, refusait de condamner certaines pratiques abusives comme la pédophilie et l'instrumentalisation du corps des femmes.

Quand elle quitte le gouvernement en 1986, elle est députée du Calvados puis maire de Lisieux. En 2011, elle soutient François Hollande.

Jusqu'à son dernier souffle, Yvette Roudy a eu à cœur de défendre l'égalité hommes femmes et de combattre l'injustice. Les luttes d'une « *perpétuelle révoltée* », comme elle se définissait.

« Le monde politique est un monde d'hommes… Il n'y a pas de règles… C'est la loi de la jungle, un monde de violence et de brutalité qui exclut les femmes naturellement »

